



Réorganisation des musées: l'exécutif va revoir sa copie

LA CHAUX-DE-FONDS • Critiqué de toutes parts, le Conseil communal a retiré hier un rapport qui modifiait profondément la mission de ses musées et leur fonctionnement.

PROPOS RECUEILLIS PAR
ISABELLE STUCKI

«C'est une plantée!» Hier, la tête basse, le Conseil communal de La Chaux-de-Fonds a annoncé qu'il retirait son rapport sur la réorganisation des institutions muséales (Rimus), une démarche lancée en 2007. Depuis qu'il a été rendu public, voici une semaine, Rimus soulève autant la colère que l'indignation.

C'est que le projet prévoit, entre autres, d'enlever leur autonomie aux musées. Et ce pour les mettre au service du politique représenté par une directrice unique, nommée en même temps qu'elle recevait la mission de rédiger Rimus. Aujourd'hui, le Conseil communal assure que le dialogue sera prochainement repris avec les conservateurs des quatre musées de la ville, évincés de l'audit.

Quelques heures avant le mea culpa de l'exécutif, le Groupe des musées neuchâtelois (GMN) s'est dit choqué par un tel processus autant que par le rapport lui-même. Entretien avec son vice-président, Walter Tschopp, également conservateur du Département beaux-arts du Musée d'art et d'histoire de Neuchâtel (MAH).

Que pensez-vous du contenu de Rimus?

Walter Tschopp: J'y lis les propos d'une personne qui n'a pas compris ce qu'est un musée. En mettant le public au centre, ce rapport commet une erreur de perspective fondamentale. Un musée, c'est d'abord une collection. Soit une parcelle de notre mémoire collective, située au centre de toute préoccupation muséale.

Le travail du conservateur se fait parfois contre l'opinion dominante et l'avis du public. La constitution d'une collection tout comme les expositions doivent se faire dans la plus grande liberté. De sorte que le public intervient parallèlement et corollairement à la mission du conservateur qui tâchera de l'intéresser, bien entendu.

Le rapport conclut que les conservateurs doivent perdre de leur autonomie et que les musées se doivent d'être au service du politique...

De n'importe quelle manière que ce soit, il est gravissime de remettre en cause de la liberté

intellectuelle des conservateurs qui doivent avoir un réel pouvoir. S'il y a lieu, nous nous battons pour le rétablissement de cette liberté. Car l'emprise du politique sur le culturel dont Rimus fait une priorité me paraît plus qu'inadmissible.

La personne qui a réalisé le projet Rimus a été nommée directrice des quatre institutions de la ville et de leurs conservateurs avant même de rédiger le rapport. Est-ce un procédé normal?

Je ne peux que réaffirmer la position du GMN en la matière. La procédure mise en place par l'exécutif est déplorable. Elle ferme les portes à toute autre alternative que celle qui a été retenue. C'est à dire, la volonté d'avoir une direction unique. A l'issue du processus d'audit, on aurait pu nommer un ou plusieurs directeurs. Politiquement et intellectuellement, il est scandaleux et indéfendable qu'un chef de projet soit l'exécuteur de sa propre étude.

Comprenez que lors de la mise au concours du poste, Madame Francine Evéquo (ndlr, qui refuse tout contact avec la presse) a été engagée en tant que directrice des institutions muséales chaux-de-fonnières. Elle a été chargée de fournir une étude au Conseil communal alors qu'elle était déjà en place. Evidemment, son projet ne saurait nier la nécessité de son propre poste! Comment a-t-on pu confier une étude à une personne qui est la première intéressée par le résultat de cette même étude?

Pour Jacques Hainard, conservateur au Musée d'ethnographie de Genève, ce poste de directrice des institutions ne sert à rien. Qu'en dites-vous?

Tel qu'il est envisagé, ce poste ne sert à rien: il ne correspond pas à la culture politique des musées de notre région.

Pourquoi l'exécutif chaux-de-fonnier a-t-il pratiqué de la sorte?

Nous autres, musées, nous avons tous des problèmes d'argent. Nous avons gagné en importance aux yeux d'une société qui cherche des points de repère. Mais cela a un coût important et les politiciens ne le comprennent pas toujours. Les musées de La Chaux-de-fonds manquent cruellement d'argent. S'ils en avaient un peu plus, ils seraient en mesu-

re de travailler encore mieux qu'ils ne le font déjà.

La volonté de restructurer les musées ne vise pourtant pas l'économie, comme l'affirme Rimus.

Effectivement, le rapport dit clairement qu'il n'y aura pas un centime de plus. On ne peut pas construire une nouvelle politique muséale de la sorte. Et en-

core moins en imposant une directrice qui régentera le tout.

Faut-il considérer Rimus comme le signe maladroit d'une volonté de mue?

Oui, on peut le formuler ainsi. La mue est en cours depuis longtemps. A chaque fois que la cité horlogère s'est penchée sur le problème de ses musées, elle a fait un petit pas. Ce que balaie

malhonnêtement Rimus en disant que les études précédentes n'ont servi à rien. Madame Evéquo devrait s'en aller. Car elle a complètement rompu le rapport de confiance avec les conservateurs. I

Pour consulter l'intégralité du projet de rapport Rimus: www.chaux-de-fonds.ch
Pour découvrir une part importante des réactions qu'il a causées et participer au débat: <http://blog.sauvonsnosmusees.ch>



Le rapport Rimus renie l'importance de l'architecture du Musée des beaux-arts de La Chaux-de-Fonds, pourtant classé monument historique. KEYSTONE

«Nous devons surpasser les Montagnes et réfléchir ensemble»

Les musées et vous-mêmes ont-ils été approchés par l'association Réseau urbain neuchâtelois (RUN), qui envisage le canton comme une seule grande ville?

Voici quelques temps, les responsables des Affaires culturelles des trois villes et quelques conservateurs, en particulier d'art, d'histoire et d'histoire naturelle, ont été approchés par le RUN. Nous avons examiné quelles étaient les possibilités de regroupement et de réorganisation. Les conservateurs concernés ont établi un rapport

qui a été adressé aux autorités. Nous attendons actuellement la suite de cette opération.

La logique de restructuration du Conseil d'Etat s'appuie sur le RUN: le jour où les trois villes seront mises en réseau par un transport rapide, à quoi bon maintenir des musées «doublons»?

Avant même de parler de regroupement muséal, une prise de conscience est nécessaire: les musées ont un lien intime avec les personnes qui leur ont permis de bâtir leur collection.

Soit, les donateurs. A Neuchâtel, plus du 80% de notre collection provient de ces généreuses personnes et familles, qui entretiennent une relation avec ce qui a été offert et vivent souvent à proximité du musée. Ainsi, il n'est pas envisageable de déloger une collection.

La Chaux-de-Fonds a-t-elle eu la volonté de fortifier ses institutions muséales à l'aube d'un probable «big deal»?

Je ne saurais me prononcer. Je ne suis pas de ceux qui lisent

entre les lignes. Tout ce que je peux assurer, c'est que notre patrimoine relève d'une responsabilité cantonale. Et qu'actuellement, il est entrete- nu exclusivement aux frais des villes. C'est pourquoi, dans le cadre des travaux du RUN, nous avons proposé que le canton constitue un centre de conservation et de restauration. Une concentration des activités muséales particulières ne pose aucun problème.

Par contre, la suppression d'un site ne peut se faire sans la

perte du lien avec les donateurs. Ce qui est inconcevable. Je le répète: il appartient au lieu légataire de mettre en valeur les collections reçues.

Puisque le problème est cantonal, pourquoi Rimus n'en fait-il pas part?

Je ne comprends pas que La Chaux-de-Fonds veuille restructurer ses musées toute seule, de son côté. Nous devons surpasser les Montagnes et réfléchir ensemble.

PROPOS RECUEILLIS PAR ISI

Jura: léger bénéfice prévu au budget 2009

FINANCES •

Le canton devrait dégager un excédent de 36 000 francs l'année prochaine.

Le budget 2009 du canton du Jura débouche sur un bénéfice de 36 000 francs. Ce très léger excédent de revenus a été obtenu grâce à la mise en œuvre des premières mesures d'économies préconisées par le gouvernement et à la maîtrise des charges.

Les principales mesures d'assainissement des finances de l'Etat, notamment la baisse de la masse salariale de la fonction publique, seront soumises dans les mois à venir au parlement jurassien. Au total, le gouvernement préconise la mise en œuvre de 51 mesures pour réduire le déficit structurel du canton.

L'équilibre du budget a été obtenu malgré la baisse fiscale de 1% décidée par le peuple en 2004 et les montants jugés décevants issus de la nouvelle péréquation financière (RPT), à savoir une baisse de 2,9 millions par rapport à 2008. L'inflation a aussi pesé sur le budget.

Les charges s'élèvent à 758,2 millions de francs et les recettes à 758,2 millions. L'impôt sur le revenu et la fortune des personnes physiques a progressé de 1,4% et l'impôt sur les personnes morales de 8,4%, a souligné mercredi le Service d'information du canton.

Le budget 2009 retient l'hypothèse d'un léger recul conjoncturel avec une croissance réelle estimée à 1,6%. Lors de l'adoption du budget 2008, qui présentait un bénéfice de 2,2 millions de francs, le parlement et le gouvernement avaient relevé la fragilité de l'embellie financière alors liée à la bonne conjoncture.

Comme en 2008, les investissements ont été maintenus à un niveau élevé à 44,4 millions de francs. Le secteur routier se taille une nouvelle fois la part du lion avec 11,3 millions de francs. Les investissements seront autofinancés à 80%, taux compatible avec le frein à l'endettement accepté par le parlement il y a une semaine.

Quant à la dette, qui dépassait les 500 millions de francs à fin 2003, elle devrait se situer à 255 millions de francs à la fin de l'année avant d'augmenter en 2009 dans des proportions que le gouvernement juge «acceptables». ATS

Essayez



2 mois

30 francs

Renseignements
☎ 022 809 55 55